

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL : Sciences Économiques et Sociales

Session 2026 : Amérique du Nord | Corrigé indicatif

Ce corrigé est une aide à la révision, non un modèle à recopier.

DISSERTATION : Quelles sont les sources de la croissance économique ?

Accroche et problématique

La croissance économique désigne l'augmentation durable du PIB en volume. Si l'on sait mesurer ce phénomène, ses ressorts restent débattus : faut-il accumuler davantage de capital et de travail, ou miser sur l'amélioration de la productivité ? Le document 1 montre que, sur trente ans, la productivité globale des facteurs (PGF) contribue de façon variable à la croissance française, parfois davantage que les facteurs eux-mêmes. C'est ce contraste qui donne tout son intérêt à la question.

Problématique : dans quelle mesure la croissance repose-t-elle sur l'accumulation des facteurs de production, et dans quelle mesure dépend-elle de gains de productivité liés au progrès technique et au capital humain ?

Annonce du plan

La croissance peut d'abord s'expliquer par la mobilisation accrue des facteurs travail et capital (I), mais cette explication reste insuffisante sans la prise en compte du progrès technique et du capital humain (II).

I. L'accumulation des facteurs de production, premier moteur de la croissance

A. Le rôle du facteur travail

Dans la fonction de production néoclassique, la quantité de travail disponible est un déterminant direct du niveau de production. Une hausse de la population active ou du temps de travail moyen accroît mécaniquement le volume produit. Le document 1 illustre ce lien : la contribution du facteur travail, bien que modeste en France, reste positive lors des phases d'expansion (fin des années 1990, 2017-2019). Sa contribution négative en 2020 reflète le choc du Covid-19 et le recul de l'emploi.

B. Le rôle du facteur capital

L'investissement en capital physique augmente la capacité productive. Sa contribution est régulièrement positive sur la période 1992-2022 (document 1), même lors des phases de faible croissance. Cela rejoint la thèse néoclassique : sans accumulation de capital, la croissance s'essoufle. Mais le modèle de Solow montre qu'à long terme, les rendements décroissants limitent l'effet de cette accumulation : seul le progrès technique peut maintenir une croissance durable par tête.

Transition

L'accumulation des facteurs ne peut à elle seule expliquer les écarts de croissance entre pays ni la croissance de long terme. Le document 2 le confirme : des pays proches par leur niveau de développement affichent des trajectoires de PGF très différentes sur 1985-2022.

II. Le progrès technique et le capital humain, sources de croissance endogène

A. La PGF, reflet du progrès technique

La PGF mesure la part de la croissance non expliquée par les seules contributions du capital et du travail (le « résidu de Solow »). Le document 1 montre que la PGF contribue de façon significative à la croissance française certaines années. Le document 2 montre que les États-Unis ont connu une forte hausse de leur PGF autour de 2000, liée à la diffusion des technologies de l'information et de la communication. Les théories de la croissance endogène (Romer, Lucas) cherchent à expliquer ce

progrès par des décisions économiques : investissement en R&D, dépenses d'éducation, développement des infrastructures.

B. Le capital humain comme investissement productif

L'éducation améliore la qualité du travail et facilite l'adoption des innovations. Le document 3 montre que la Suède, qui consacre environ 7 % de son PIB aux dépenses publiques d'éducation, affiche une PGF supérieure à 100 en base 2015 (document 2). À l'inverse, l'Italie, dont les dépenses éducatives sont les plus faibles des pays représentés (autour de 4 %), est aussi celle dont la PGF progresse le moins. Cette corrélation illustre le rôle du capital humain théorisé par Lucas.

C. L'innovation et la protection de la propriété intellectuelle

Les dépôts de brevets constituent un indicateur de l'effort d'innovation. Le document 4 montre que la France représente 5,3 % des demandes à l'OEB sur 2019-2023, au 6ème rang mondial, mais sa part recule (6,5 % en 2011-2014). La montée en puissance de la Chine, qui triple sa part (de 2,4 % à 9,1 %), illustre une stratégie d'investissement massif en R&D, vecteur de croissance à long terme. La protection des brevets crée des incitations à innover en garantissant une rente temporaire à l'innovateur, compensant le coût de la recherche.

Synthèse

Les sources de la croissance économique sont multiples et complémentaires. À court terme, l'accumulation du capital et la mobilisation du travail jouent un rôle déterminant. À long terme, c'est l'amélioration de la PGF, alimentée par le progrès technique, le capital humain et l'innovation, qui distingue les trajectoires nationales. Les politiques de croissance efficaces articulent donc soutien à l'investissement productif et financement de l'éducation et de la recherche.

ÉPREUVE COMPOSÉE

Partie 1 : Mobilisation des connaissances (4 points)

Sujet : Vous expliquerez pourquoi, en présence de bien commun, les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin.

Un bien commun est un bien rival et non-excluable : difficile d'en exclure des utilisateurs, mais son usage par l'un réduit la disponibilité pour les autres. L'atmosphère terrestre est l'exemple-type. La lutte contre le changement climatique impose de réduire les émissions de tous les États, même si chacun bénéficie de l'effort collectif, qu'il y contribue ou non.

C'est ce caractère non-excluable qui crée les conditions du passager clandestin. Un État peut espérer profiter de la réduction des émissions mondiales sans consentir lui-même à l'effort de transition, coûteux économiquement et politiquement. Si tous les États raisonnent ainsi, personne ne réduit ses émissions : on aboutit à un équilibre de Nash sous-optimal pour le bien commun climatique.

Les négociations climatiques illustrent cette difficulté. L'Accord de Paris (2015) repose sur des engagements volontaires non contraignants, précisément parce qu'aucun mécanisme de sanction crédible n'existe à l'échelle mondiale. Les États ont donc intérêt à afficher une ambition modeste tout en bénéficiant des efforts des autres.

C'est pourquoi des mécanismes d'incitation tentent de modifier les calculs : transferts financiers vers les pays en développement, marchés carbone, taxe carbone aux frontières. L'objectif est de rendre la coopération rationnelle en augmentant le coût du free riding et en récompensant les efforts réels.

Partie 2 : Étude d'un document (6 points)

Question 1 : Comparaison France / Irlande en 2024 (2 points)

Le taux de chômage français s'élève à 7,4 % de la population active, soit 3,1 points de plus qu'en Irlande (4,3 %). La France connaît donc un chômage nettement plus élevé.

Sur la croissance, l'écart est encore plus marqué. L'Irlande affiche +9,2 %, contre +0,8 % pour la France. Le PIB irlandais croît environ onze fois plus vite ($9,2 / 0,8 \approx 11,5$). Il convient toutefois de relativiser : la croissance irlandaise est en partie liée aux sièges de multinationales dont les activités réelles se situent ailleurs, ce qui peut gonfler le PIB mesuré.

Enfin, les taux d'inflation sont proches : 2,3 % en France et 1,3 % en Irlande, soit un écart d'un point. En résumé, l'Irlande présente en 2024 une situation conjoncturelle plus favorable sur les trois indicateurs.

Question 2 : Difficultés de coordination entre politique monétaire et politiques budgétaires dans la zone euro (4 points)

La zone euro combine une politique monétaire unique conduite par la BCE et des politiques budgétaires nationales décentralisées. Cette architecture génère des difficultés de coordination structurelles.

La politique monétaire unique s'applique à des économies hétérogènes. Le document montre que les situations conjoncturelles diffèrent fortement en 2024 : l'Irlande croît à 9,2 % tandis que l'Allemagne est en récession (-0,2 %). Les taux d'inflation vont de 1,1 % (Italie) à 2,9 % (Espagne). Or la BCE fixe un taux directeur unique, adapté à la situation médiane mais inadapté pour chaque

pays pris séparément. Un taux trop bas serait inflationniste pour l'Espagne ou l'Irlande ; un taux trop élevé freinerait davantage l'Allemagne.

Du côté budgétaire, les marges de manœuvre sont contraintes par le Pacte de stabilité et de croissance, qui impose un déficit inférieur à 3 % du PIB. Or la France affiche -5,8 % en 2024. Une politique expansionniste pour soutenir la croissance s'éloignerait encore de cette règle et pourrait entrer en contradiction avec un durcissement monétaire de la BCE visant à contenir l'inflation.

La difficulté de coordination est donc double. D'abord, un problème de cohérence : si la BCE relève ses taux pour freiner l'inflation dans les pays dynamiques, elle renchérit le coût de la dette des pays déjà en déficit. Ensuite, un problème d'incitation collective : des États très endettés peuvent être tentés de « monétiser » leur dette, ce que la BCE est précisément mandatée à empêcher au nom de la stabilité des prix.

Partie 3 : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Sujet : Le numérique brouille les frontières du travail et transforme l'emploi ainsi que les relations d'emploi.

Mise en contexte

La révolution numérique modifie en profondeur les marchés du travail. Elle transforme la structure des emplois et la nature des relations entre employeurs et travailleurs. Les trois documents en illustrent des facettes complémentaires.

I. La polarisation de l'emploi : le numérique détruit et déplace

L'informatisation a d'abord touché les emplois dont les tâches sont codifiables. Le document 1 (Verdugo, OFCE, 2017) décrit une polarisation du marché du travail : les emplois intermédiaires ont reculé au profit des emplois très qualifiés et des emplois peu qualifiés.

Ce mouvement s'explique par la nature des ordinateurs : ils exécutent des procédures prédéfinies avec efficacité. Secrétaires, agents de guichet et opérateurs de chaîne de montage ont vu leurs postes automatisés. Les cadres et professions créatives, eux, bénéficient du numérique comme outil de productivité. Cette recomposition accentue les inégalités salariales et renforce la demande de qualifications.

II. Le télétravail : une frontière spatiale et temporelle brouillée

Le document 2 (INSEE Analyses, 2025) révèle que le télétravail est ancré dans les pratiques, mais de façon très inégale. 63 % des cadres y ont recours (1,9 jour par semaine), contre 10 % des employés et 0 % des ouvriers.

Cette inégalité recoupe la distinction entre emplois télétravaillables et non-télétravaillables : 80 % des emplois de cadres peuvent l'être, contre 1 % des emplois ouvriers. Pour les télétravailleurs, la frontière entre vie professionnelle et vie privée s'efface partiellement : les horaires se décalent, le lieu de travail devient variable, la présence physique laisse place au management à distance.

III. Le travail de plateforme : subordination sans salariat

Le document 3 (DARES, 2023) analyse l'émergence du travail via des plateformes numériques. Ces travailleurs ont formellement un statut d'indépendants, ce qui les prive des protections liées au salariat : congés payés, indemnités de licenciement, cotisations chômage mutualisées.

Pourtant, ils subissent une forme de subordination via le « management algorithmique » : l'algorithme distribue les missions, évalue les performances et peut sanctionner. Cette dépendance brouille la frontière entre travail indépendant et salariat. Le transfert de risque est au cœur du modèle : le travailleur supporte le risque économique et finance seul sa protection sociale.

Ouverture

Le numérique ne produit donc pas d'effet uniforme : il détruit des emplois intermédiaires, en crée d'autres à haute valeur ajoutée, diffuse le télétravail de façon sélective et génère des formes d'emploi atypiques. Ces transformations posent des questions de régulation concrètes : comment protéger les travailleurs de plateforme, comment former les actifs aux métiers de demain, et comment maintenir le lien collectif dans des organisations de plus en plus éclatées ?